

Les crédits

M. Thacker: Monsieur le Président, mon collègue de l'opposition sait-il combien il faudrait investir pour faire de VIA Rail ce superbe transporteur ferroviaire de classe mondiale dont il parle, ainsi que les autres députés de son parti? Qu'est-ce qu'il en coûterait pour construire, entre Windsor et Québec, une ligne à grande vitesse qui nécessiterait une voie spéciale, des tunnels, des voies élevées et ainsi de suite? Où propose-t-il que nous allions chercher ces fonds?

Évidemment, il existe aussi des besoins dans d'autres secteurs. Il nous faut plus d'argent pour la recherche et le développement, pour l'éducation et pour les autres moyens de transport. La politique officielle du Parti libéral serait-elle d'emprunter cet argent et de l'ajouter à notre déficit annuel, donc à notre dette nationale?

M. Nault: Monsieur le Président, je sais que la politique officielle des conservateurs ces temps-ci, c'est de s'occuper du déficit et de laisser de côté les régions du Canada.

La question du député est intéressante. Je dois dire que je suis surpris que les députés de l'Ouest n'aient pas fait de discours aujourd'hui au nom de leurs électeurs, parce que ce genre de système de transport revêt une grande importance pour les habitants de cette région.

Le député a posé une question fort intelligente à propos de la source de financement. Il devrait se demander pourquoi VIA Rail n'est pas rentable et pourquoi les subventions sont si élevées. Premièrement, le gouvernement a tort en disant que VIA Rail coûte 600 millions de dollars par année en subventions aux Canadiens. En réalité, le gouvernement récupère un peu plus de 100 millions de dollars qui sont versés pour l'utilisation de la voie du CN, sans parler de ce qui est versé pour l'utilisation de celle du CP. Donc, l'utilisation de cette voie coûte 100 millions de dollars. C'est une subvention que les Canadiens paient et qui, si on la supprimait, ramènerait le total à 500 millions. Et ce n'est qu'un début.

L'autre problème, c'est que VIA Rail a les mains liées. J'ai déjà dit qu'une mesure avait été proposée en 1986, le projet de loi C-97, qui aurait libéré VIA Rail de l'obligation de s'adresser à l'Office national des transports chaque fois qu'elle doit modifier la taille de ses tasses à café. Elle aurait pu faire des affaires comme une vraie entreprise et prendre des décisions commerciales qui en auraient fait une entreprise viable.

C'est ce qu'on a fait dans le cas d'Amtrak aux États-Unis. On a réduit sensiblement ses subventions parce qu'on lui a confié et le mandat et le pouvoir nécessaires pour administrer ses services ferroviaires sans en exiger un prix exorbitant en retour.

Le député doit d'abord en savoir un petit peu plus sur la façon dont on a lié les mains de VIA Rail et pourquoi cette société n'a jamais pu devenir rentable. Je dois reconnaître devant la Chambre que le Parti libéral est un peu coupable de ne pas lui avoir donné de solides assises. Je n'offenserai personne puisque nous avons renouvelé nos effectifs et revigoré notre parti, d'autant plus que nous étudions des moyens de rentabiliser cette entreprise. Nous demandons aux députés d'en face d'en faire autant, de ne pas envisager la réduction du déficit en vase clos.

Il faut bien se rendre compte que cette entreprise pourrait fonctionner rondement si on lui en laissait la chance. Nous ne prétendons pas qu'elle puisse se passer complètement de subventions, car cela serait irréaliste de notre part. Mais je crois que nous pourrions réduire sensiblement ces subventions si nous lui donnions l'occasion de faire ses preuves.

Le député demande combien il nous en coûterait pour rentabiliser cette entreprise. Permettez-moi de citer ce qu'a déclaré le ministre des Transports (M. Bouchard) l'autre jour concernant certains projets de VIA Rail de construire un train à grande vitesse. Il a dit: «Une telle ligne pourrait être maintenue. Une ligne à grande vitesse entre Montréal et Toronto pourrait survivre au prix de coupes sombres dans le reste du service voyageurs ferroviaire au Canada.» Qu'ils se fassent une idée! D'abord, les Tories disent que nous avons un gros déficit et que nous devons nous défaire de cette société ferroviaire parce qu'elle coûte trop cher. Comment peuvent-ils proposer de dépenser 3 milliards de dollars pour cette seule voie, alors que ces gens-là—j'espère que je ne blesse pas certains députés de Montréal et de Toronto—peuvent déjà voyager autrement en empruntant la voie de l'air. Dans les régions, nous n'avons pas le choix: si nous ne prenons pas le train, nous devons nager ou marcher.

Je suggère que nous examinions les autres options qui nous permettraient de rentabiliser le système. Je sais que nous pourrions réussir si nous avons la vision et le rêve que leur chef, M. Macdonald, avait dans les premières années de notre grand pays.

M. le vice-président: Peut-être des députés trouvent-ils que la période de questions et de commentaires est courte, mais c'est qu'elle ne dure que cinq minutes.